



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

## **ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté portant prescriptions complémentaires de prolongation d'autorisation**

N° *OCC.BRENV-2022-110-1*

**CARRIERES BOURGOGNE SUD (CBS)**

9, rue Paul Langevin  
21300 CHENOVE

**Carrière de Sennecey-le-Grand**

Lieux-dits « La Montagne » et « Les Brosses »  
71240 SENNECEY-LE-GRAND

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'Environnement, notamment son article L.181-14 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 08-05971 du 28 novembre 2008 autorisant la société CARRIERES BOURGOGNE SUD (CBS) à exploiter une carrière de roche calcaire sur le territoire de la commune de SENNECEY-LE-GRAND ;
- Vu** la demande du 17 novembre 2021, complétée le 10 décembre 2021 avec tous les éléments d'appréciation, de la société CARRIERES BOURGOGNE SUD (CBS) en vue de prolonger l'activité de la carrière sur la commune de SENNECEY-LE-GRAND ;
- Vu** le rapport du 4 avril 2022 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 7 avril 2022 ;
- Vu** l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de l'exploitant comprend également une installation de traitement des matériaux existante et régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 susvisé (actuellement soumise à enregistrement sous la rubrique 2515-1-a) et une installation de transit de matériaux soumise à enregistrement (rubrique 2517-1), dont l'antériorité avait été déclarée par l'exploitant le 19 décembre 2013 ;

**CONSIDÉRANT** que la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière envisagée par la société CARRIERES BOURGOGNE SUD (CBS) engendre également une modification du plan de phasage d'extraction et la mise à jour des garanties financières suite à ces modifications ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de remise en état fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2008 susvisé ne sont pas modifiées ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient toutefois de mettre à jour les rubriques ICPE du site, préciser les modifications du plan de phasage d'extraction et la mise à jour des garanties financières suite à ces modifications ;

**CONSIDÉRANT** que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 – IDENTIFICATION**

L'arrêté préfectoral n° 08-05971 du 28 novembre 2008 autorisant la société CARRIERES BOURGOGNE SUD (CBS), dont le siège social est situé 9 rue Paul Langevin 21300 CHENOVE, à exploiter une carrière de roche massive (calcaire) et ses installations annexes, sur le territoire de la commune de SENNECEY-LE-GRAND (lieux-dits « La Montagne » et « Les Brosses »), est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

#### **2.1 – Installations classées autorisées**

La liste des installations classées du site indiquée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 08-05971 du 28 novembre 2008 est remplacée par la liste suivante :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2510-1	<b>Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux</b> 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Production autorisée de 300 000 tonnes/an au maximum (production brute de matériaux extraits, hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site)	A

2515-1a	<b>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</b> 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW.	Puissance de l'ensemble des machines de 690 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Superficie de l'aire de transit = 32000 m <sup>2</sup>	E

A : Autorisation – E : Enregistrement

L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau d'activité des installations indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

## 2.2 – Durée de l'autorisation

**Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 08-05971 du 28 novembre 2008**

L'autorisation d'exploiter la carrière est prolongée pour une durée de 10 ans à compter du 28 novembre 2023 (soit une échéance d'autorisation jusqu'au 28 novembre 2033).

Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance de l'autorisation.

## 2.3 – Capacité de production

**Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 08-05971 du 28 novembre 2008**

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 5,11 millions de tonnes (à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 28 novembre 2008).

La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 300 000 tonnes (hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site).

## 2.4 – Garanties financières

**Les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 08-05971 du 28 novembre 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

La durée de l'autorisation comporte 10 années supplémentaires. Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phases	Montant pour la phase en euros (€)
Jusqu'au 28 novembre 2023	462 313 (1)
29 novembre 2023 au 28 novembre 2028	371 716 (2)
29 novembre 2028 au 28 novembre 2033	398 233 (2)

(1) Montant pour la phase en cours

(2) Indice TP01 de 116,1 (août 2021)

## 2.5 – Plan de phasage

**Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 08-05971 du 28 novembre 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :**

L'exploitation de la carrière doit être effectuée selon le phasage en annexe.

### **Article 3 – ARRETES APPLICABLES**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les prescriptions des textes ci-dessous sont notamment applicables à l'établissement :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **ARTICLE 4 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

### **ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITE**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

### **ARTICLE 6 - DELAIS ET VOIE DE RECOURS**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 7 - EXECUTION ET COPIES**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, Mme. le maire de Sennecey-le-Grand, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône ;
- Mme le maire de Sennecey-le-Grand ;
- La Direction Régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté à Besançon ;
- L'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la DREAL à Mâcon ;
- L'exploitant.

Mâcon, le **20 AVR. 2022**

Le Préfet,

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT



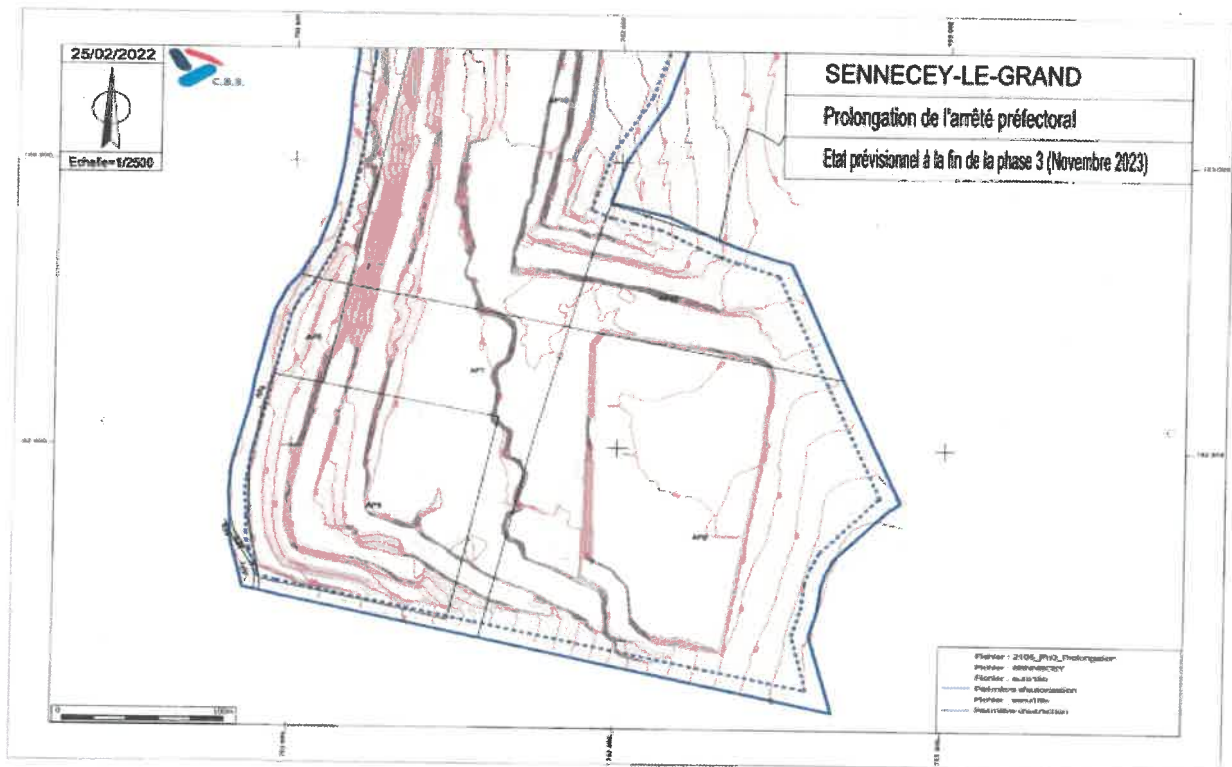
## ANNEXE : PLAN DE PHASAGE

Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 20 AVR. 2022

Le Préfet,

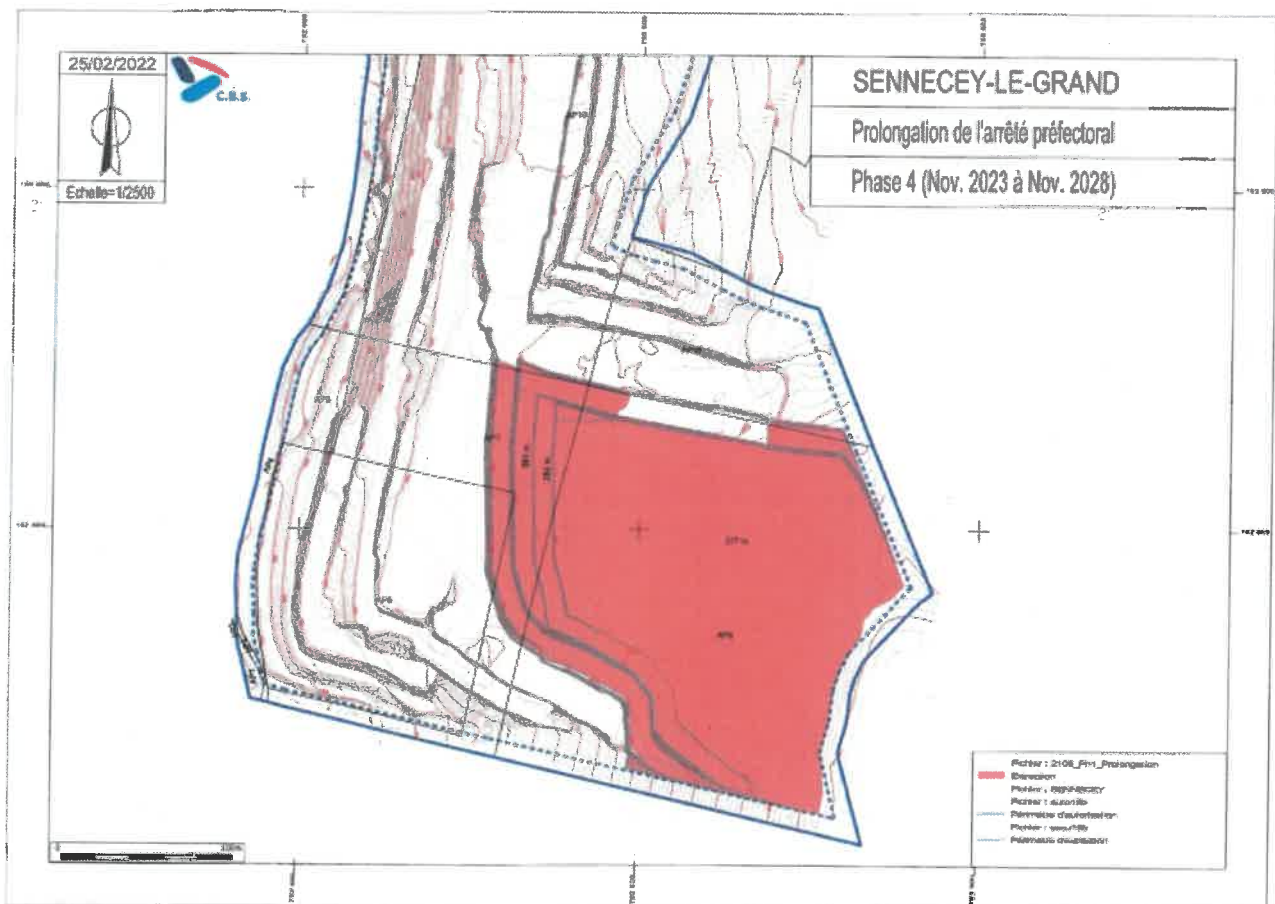
Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT



Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT





Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David Anthony DELAVOËT

